

LES MAUVAISES FEMMES RELÈVENT LA TÊTE

“LE JOURNALISME N’EST

PAS FAIT POUR

LES FEMMES BIEN ISSUES

DE FAMILLES

REPUTÉES.”

m’a dit en 2003 mon grand-père, ancien fonctionnaire de la vieille école et patriarche d’une famille brahmane rétrograde du nord de l’Inde. Il réagissait à l’annonce faite à ma famille, qui n’avait jamais envoyé de fille étudier dans une autre ville, que je voulais aller à New Delhi, à 500 kilomètres de ma ville natale, Lucknow, pour faire une école de journalisme. Ma rébellion contre ce diktat patriarcal, aidée de ma mère et de mon frère, m’a valu une réputation scandaleuse au sein de la famille, un boycott social, et la colère d’un père émotif qui ne m’a pas rendu visite pendant les trois années suivantes. Ma carrière de 12 ans en tant que journaliste d’investigation n’est pas un mince exploit.

Une femme journaliste doit se battre chaque jour de sa vie avec une épée à double tranchant, car en plus de s'opposer à la misogynie et aux structures patriarcales au sein de sa famille, elle doit faire face à des poursuites pénales, à des attaques en ligne de trolls répétées accompagnées de photos retouchées, à des menaces de viol et de mort, à des accusations diffamatoires ainsi qu'au harcèlement sexuel et au sexisme au sein des organes de presse. Ce n'est peut-être pas un message encourageant pour les filles des petites localités qui aspirent à faire leurs preuves dans la grande ville. Mais ce qui est certain, c'est qu'elles seront seules là-bas, alors elles ont intérêt à s'endurcir, pour le meilleur et pour le pire.

En 2008, j'ai interviewé le responsable d'un tribunal de (vigilante) pacotille (« Khap Panchayat » en Inde) qui avait prononcé et exécuté des sentences de « meurtre d'honneur » à l'encontre de six couples reconnus coupables de mariage librement choisi. Au beau milieu de l'interview, il s'est arrêté, m'a regardée et m'a dit : « Si tu étais une femme de notre clan et que tu te promettais avec un caméraman comme tu le fais en ce moment, nous te ferions écraser par un camion pour te punir d'avoir déshonoré la communauté ».

Ce genre de menaces directes – ajoutées aux reportages de terrain au cours desquels la mafia minière a pris en chasse mon véhicule, aux hommes politiques qui m'ont fait des remarques sexistes et des propositions déplacées, et aux patrons lubriques au bureau – ont marqué mes premières années de journalisme. Les organes de presse pour lesquels je travaillais ont accueilli avec stupeur et commisération les menaces que j'ai reçues dans le cadre de mon travail, mais ne m'ont apporté aucun soutien et n'ont pris

aucune mesure. Il était inutile de raconter ces mésaventures à ma famille. Cela aurait donné raison aux patriarques et m'aurait obligée à plier bagage pour rentrer à la maison.

Depuis, j'ai bien compris que le courage n'est pas une vertu, mais une nécessité pour les femmes journalistes. Il faut accepter sans sourciller menaces, abus, sexisme, harcèlement. Pourquoi ? Premièrement, pour ne pas être assignée à des histoires « banales » ou « légères », mais pouvoir s'essayer à des sujets plus difficiles. Deuxièmement, parce qu'il n'existe aucun mécanisme interne pour vous aider au sein de votre organe de presse ou d'organisations de médias extérieures. Troisièmement, pour pouvoir continuer d'exercer la profession et de vivre la vie que vous avez choisies en tant que femme indépendante.

Au cours des dernières années, j'ai réalisé des reportages sur

LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS,
LA MALTRAITANCE D'ENFANTS, LA
VIOLENCE DE GENRE, LES ÉMEUTES
SECTAIRES, LES MEURTRES
EXTRAJUDICIAIRES PRÉSUMÉS
COMMIS PAR DES MEMBRES DE LA
POLICE INDIENNE, LA MAFIA MINIÈRE,
LES ESSAIS CLINIQUES ILLÉGAUX
ET LES FONDAMENTALISTES
RELIGIEUX ET IDÉOLOGIQUES.

Au fil des ans, les menaces et les abus ont changé de forme, mais n'ont jamais cessé.



Avant, chaque fois que je recevais une citation à comparaître pour un reportage, les rédacteurs en chef disaient que c'était un véritable trophée, une preuve que le reportage avait eu un impact. Il y avait au moins un semblant d'application de la loi nationale. Les journalistes pouvaient défendre leur article et exposer les faits lors de leur audience devant le tribunal. Mais depuis cinq ans, les journalistes indiens font face à de nouvelles formes de pression, bien plus dangereuses : des campagnes d'attaques en ligne menées par une armée de trolls rémunérés, et le risque d'agression physique par des groupes fondamentalistes. Dans un pays qui compte l'une des plus fortes populations de moins de 25 ans et qui connaît une grave crise du chômage, plusieurs rapports ont révélé que certains partis de droite, y compris ceux au pouvoir, ont recruté des jeunes sans emploi pour travailler comme trolls en échange d'un salaire ridicule. Cela soulève deux questions qui valent pour de nombreuses sociétés. Comment exercer le métier de journaliste face à la faiblesse apparente de la volonté politique ? Et comment certains acteurs politiques peuvent-ils continuer de ne rendre aucun compte lorsqu'ils restreignent la liberté d'expression la plus élémentaire et promeuvent une culture de la misogynie ?

**LA TÂCHE DES TROLLS
EN LIGNE EST PLUS
AISÉE LORSQUE LA
CIBLE EST UNE FEMME.**

**IL LEUR SUFFIT DE METTRE
EN QUESTION SES INTENTIONS,
SON POUVOIR D'ACTION, SON
INTELLIGENCE ET SA MORALITÉ.**

Lorsqu'ils visent des hommes, les trolls les accusent de corruption ou d'appartenance à des " médias rémunérés". Les femmes, quant à elles, sont qualifiées de travailleuses du sexe, d'actrices pornos et de maîtresses d'hommes politiques. De cette façon, non seulement les trolls intimident les femmes journalistes, qui risquent ensuite de s'autocensurer, mais ils favorisent également le niveau lamentable du débat public, qui repose davantage sur la vindicte populaire que sur des arguments intellectuels ou juridiques.

Depuis plusieurs années, je me réveille tous les matins avec des photos de pénis ou d'excréments, et avec de longs fils de discussion sur Twitter expliquant de quelle manière il faudrait me violer pour avoir écrit tel ou tel article – s'il faudrait utiliser une tige métallique ou une branche de rosier pleine d'épines. Je me réveille avec des photos de ma famille, ou encore avec l'adresse de mon domicile et des incitations à y lancer des pierres. Ce genre de publications apparaissent sur Internet avec une fréquence alarmante. Les sbires armés de partis politiques

m'expliquent qu'ils suivent mes déplacements et que je serai bientôt abattue.

J'ai d'abord essayé d'argumenter, de présenter les faits et de déposer des plaintes auprès de la cellule cybercriminalité des autorités centrales, mais comme aucune de mes tentatives n'a fonctionné, j'ai développé une immunité, une indifférence. Ce qui est fou, c'est que j'ai commencé à voir le côté humoristique des trolls. Lorsque l'un d'eux me traite d'« épouse d'un chef du Lashkar-e-Toiba » pour avoir écrit sur les viols à grande échelle de femmes musulmanes dans le cadre de violences sectaires, je me demande pourquoi j'ai le rôle de l'épouse et non celui du chef. Même les trolls ne me reconnaissent aucun pouvoir d'action en tant que femme.

Hors ligne, de hauts responsables de la police m'ont appelé, mine de rien, pour me dire que si je continue de faire des reportages sur les exécutions extrajudiciaires et les fusillades impliquant la police, ils savent où habite ma mère.

Alors que j'étais seule en reportage **j'ai été enfermée dans des institutions religieuses où l'on m'a demandé de faire attention à mon comportement en tant que femme.**

J'ai été suivie par des informateurs de la police qui jouissent d'une impunité totale devant l'État. En l'absence de volonté politique de mettre un terme aux attaques contre les femmes journalistes, la persévérance et la détermination individuelles sont la seule façon d'échapper à ces situations.

Cela me dérange de voir que, dans cet océan d'attaques, de trolls et d'abus, mon identité a été réduite à celle d'une victime, d'une personne qui est souvent menacée et attaquée. Dans ce

discours, on perd de vue le travail journalistique et les sujets traités – les femmes pauvres de la classe ouvrière, les minorités religieuses, les droits humains et la marginalisation des populations tribales et des dalits, les prétendus « intouchables ».

LA FORTE PRIVATISATION DES MÉDIAS

et les liens qu'elle engendre entre entreprises et politique conduisent à la mort du journalisme d'investigation et de terrain fondé sur des éléments factuels. Face à cela, j'ai commencé à travailler en tant que journaliste indépendante.

Si cette décision m'a permis de publier les articles que je voulais écrire, elle m'a en revanche privée du soutien institutionnel nécessaire pour faire face au harcèlement et aux accusations pénales portées contre moi dans des régions reculées.

Au vu de l'ampleur de ces menaces, j'ai décidé de ne plus déposer de plaintes. Je me rends compte que si je continue de le faire, alors que le gouvernement lui-même ne semble pas capable d'endiguer le problème efficacement, je n'aurai plus de temps à consacrer au travail pour lequel j'ai quitté ma ville natale : rapporter et raconter les histoires des personnes marginalisées.

La plupart des journalistes qui restent fidèles à leur devoir sont menacés, attaqués et maltraités. Gauri Lankesh, journaliste chevronnée basée dans l'État du Karnataka, dans le sud de l'Inde, a été tuée par balles en septembre 2017. L'équipe spéciale chargée de l'enquête a découvert que les 18 personnes impliquées appartenaient à un groupe fondamentaliste qui a justifié son assassinat par une citation tirée d'un livre religieux : " Ne pas tuer un être malfaisant est un péché ; la violence envers les êtres malfaisants est non-violence". L'équipe spéciale a confirmé que les meurtriers faisaient partie d'une " organisation criminelle". Le fait que Gauri Lankesh ait été assimilée à un " être malfaisant" montre à quel point les femmes journalistes menacent les sociétés patriarcales. Pas étonnant que l'on m'ait dit, il y a de nombreuses années de cela, que le journalisme n'était pas fait pour les femmes " bien".

Il existe un proverbe hindi qui dit : "La tortue avance quand elle relève la tête".

**TOUT COMME LES
"MAUVAISES" FEMMES.**



Neha Dixit

Photo: Committee to Protect Journalists